



DÉBATS DU SÉNAT

1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE • VOLUME 150 • NUMÉRO 118

LE SÉNAT

MOTION TENDANT À ENCOURAGER LE GOUVERNEMENT
À ÉVALUER LE COÛT ET L'INCIDENCE DE LA MISE EN PLACE
D'UN RÉGIME NATIONAL DE REVENU DE BASE—
MOTION D'AMENDEMENT—SUSPENSION DU DÉBAT

Discours de

l'honorable Patricia Bovey

Le mardi 9 mai 2017

LE SÉNAT

Le mardi 9 mai 2017

[Traduction]

LE SÉNAT

MOTION TENDANT À ENCOURAGER LE GOUVERNEMENT
À ÉVALUER LE COÛT ET L'INCIDENCE DE LA MISE EN
PLACE D'UN RÉGIME NATIONAL DE REVENU
DE BASE—MOTION D'AMENDEMENT—
SUSPENSION DU DÉBAT

L'honorable Patricia Bovey : Nous nous portons tous mieux lorsque nous sommes tous prospères. Cette citation de l'ouvrage intitulé *The Gardens of Democracy*, si simple et si complexe, est devenue le mantra de mon regretté époux. Elle exprime une vérité. Nous nous portons mieux à tous les égards lorsque nous sommes tous prospères. Que devons-nous faire pour que la société aille mieux à tous les égards?

La réponse est complexe et comporte plusieurs niveaux. La pauvreté doit être remplacée par la dignité humaine. Les citoyens doivent être des membres utiles et épanouis de la société, capables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille avec fierté et assurance. Tous doivent avoir la capacité et les moyens de prendre leurs propres décisions en fonction de leur situation, de leurs besoins et de leurs désirs.

Mesdames et messieurs les sénateurs, je joins ma voix à celle de ceux qui appuient la motion n° 51 et qui réclament l'adoption d'un régime de revenu de base. Je salue l'initiative du sénateur Eggleton, son travail dans le dossier de la pauvreté de même que la façon dont il donne parole aux sans-voix.

Nous avons appris la semaine dernière que le gouvernement de l'Ontario, s'inspirant du projet-pilote de revenu minimum appelé *Mincome* mené durant les années 1970 à Dauphin, lancera un projet semblable à Lindsay, à Hamilton et à Thunder Bay. Je parierais que les résultats seront comparables. Des projets semblables sont actuellement menés à différents endroits dans le monde. Les études canadiennes et étrangères sur la pauvreté sont convaincantes et les préoccupations à cet égard sont bien exprimées par le Citizen's Economic Council de Londres, qui dit ce qui suit :

Comment les citoyens ayant un faible revenu peuvent-ils être traités avec équité? [...] le coût de la vie est plus élevé pour ceux qui sont pauvres.

Voici le point de vue de Neil Richmond, cofondateur de OneSquin :

L'inégalité entre les sexes aggrave le problème de la pauvreté, et il est possible de changer le monde en choisissant d'acheter un produit pour une petite somme plutôt qu'un autre.

En septembre dernier, la commission de la croissance pour tous de la Société royale des arts du Royaume-Uni a publié son rapport provisoire, intitulé *Growing Together*, où elle souligne le constat suivant :

[...] les politiques économiques et sociales de tous les pouvoirs publics doivent être étroitement coordonnées, car, pour la première fois au Royaume-Uni, plus de 50 p. 100 des gens qui vivent dans la pauvreté ont des emplois. Il est donc important de prévoir un financement qui permet de développer autant les infrastructures sociales que les infrastructures physiques.

Les statistiques sont similaires au Canada. La plupart des personnes qui vivent dans la pauvreté sont sur le marché du travail. Elles ont des emplois précaires, des contrats à court terme où elles sont mal rémunérées et du travail saisonnier sporadique. De plus, l'écart grandissant entre les riches et les pauvres constitue un autre changement social inquiétant.

Il y a 10 ans, Valerie Tarasuk, de la faculté de médecine de l'Université de Toronto, constatait que le Canada n'avait aucune stratégie de lutte contre la pauvreté et écrivait ceci :

La classe politique ne manifeste que très peu d'intérêt pour la résolution des problèmes très sérieux de pauvreté qui sous-tendent la faim et l'insécurité alimentaire dans notre pays [...] Les prestations d'aide sociale continuent d'être de beaucoup insuffisantes pour répondre aux besoins les plus élémentaires dans la plupart des provinces et des territoires, et les familles à faible revenu [...] vivent des difficultés de plus en plus graves [...]

La situation s'est-elle améliorée depuis 10 ans? Peu de gens seraient contre l'idée que tout le monde mérite d'avoir un niveau de vie adéquat. J'ai appris avec étonnement qu'un revenu annuel de 37 500 \$ était encore considéré comme le revenu de référence pour une famille de quatre personnes, même si le seuil de la pauvreté se situe à 40 000 \$. Certains calculent même qu'il se situe à 50 000 \$. La mesure de faible revenu correspond aux besoins élémentaires en nourriture, logement, vêtements, frais scolaires et divertissement. Nous sommes au courant de la crise actuelle des coûts du logement dans les grandes villes canadiennes et de la myriade de problèmes dans le Nord, soit le logement, l'isolement, l'eau, le prix de la nourriture — le lait coûte plus cher que les boissons gazeuses et l'alcool.

Je veux donc poser la question suivante à mes collègues : quelles dépenses jugeriez-vous prioritaires, si vous faisiez partie d'une famille de quatre personnes dont le revenu annuel s'élève à 37 500 \$ ou même à 50 000 \$? Le loyer ou l'hypothèque, la nourriture, les manuels scolaires de vos enfants, les visites chez le dentiste, les médicaments sur ordonnance, l'achat de vêtements pour vos enfants en pleine croissance ou le visionnement occasionnel d'un film? Comment concilieriez-vous ces divers besoins de base? Comment pouvons-nous mettre tous les Canadiens sur un pied d'égalité quand ils doivent composer avec des réalités fort différentes, selon qu'ils vivent dans le Nord ou dans le Sud, dans de grandes villes ou à la campagne?

« Living on the Edge : Taking a Look at Poverty » est un exercice de simulation de la pauvreté organisé par Centraide Winnipeg. Aidés par un animateur, des groupes se mettent dans la peau de Winnipegois qui vivent dans la pauvreté et sont placés dans les mêmes situations qu'eux. Ils doivent composer avec les vicissitudes de la vie et les impondérables.

J'ai rencontré récemment des gens qui travaillent depuis de nombreuses années dans des banques alimentaires et des organismes sociaux du Manitoba. J'ai écouté leurs histoires, entendu leurs préoccupations et constaté leur détermination à redresser la situation.

Dans le cadre du programme *Mincome* mené dans la ville de Dauphin durant les années 1970, on a instauré un revenu minimum garanti. Deux constatations ont particulièrement retenu mon attention.

Les coûts de santé, l'une des principales dépenses des gouvernements, ont diminué de 8,5 p. 100, tandis que le nombre d'hospitalisations a baissé de presque 10 p. 100. Le taux d'achèvement des études secondaires est passé de 80 p. 100 à 100 p. 100, ce qui veut dire que le taux de décrochage est passé de 20 p. 100 à zéro. Malheureusement, ces progrès ont été perdus quand on a écourté le programme. Qu'est-ce qui a fonctionné? Pourquoi n'a-t-on pas réussi à maintenir les progrès réalisés?

En garantissant un revenu minimum aux participants et en ne les pénalisant pas s'ils trouvaient un emploi, ce programme leur a permis d'acquiescer de l'amour-propre et de la confiance en soi, ce qui est d'une importance cruciale. Les bénéficiaires du programme se sentaient respectés. Ils estimaient être en mesure de prendre leurs propres décisions et de planifier leurs dépenses, sans avoir à s'inquiéter chaque mois de leur capacité à payer le loyer, la nourriture, leurs médicaments, les frais de garde de leurs enfants ou leurs frais de transport.

Honorables sénateurs, nous savons tous qu'il est essentiel pour le bien-être personnel de se sentir comme un être humain, d'être animé par un sentiment de fierté, d'être autonome et d'avoir confiance en soi.

Je vais vous raconter l'histoire de Grand Bill. Il a eu une bonne carrière, mais, lorsque sa situation a changé, il a dû vivre dans la marginalité, dans la rue, à plonger dans les bennes à ordures pour trouver de quoi se nourrir. Il était très désorienté lorsqu'on l'a trouvé. Par la suite, il s'est mis à visiter régulièrement Winnipeg Harvest, emportant toujours ses affaires avec lui. Il négligeait son hygiène personnelle, mais personne ne faisait de remarques. On comprenait sa situation. À Winnipeg Harvest, on lui donnait de quoi manger et des tâches à faire. L'intelligence de Bill est devenue manifeste avec une bonne alimentation. Un jour, il est arrivé sans ses biens personnels. Il avait trouvé un endroit où se loger, une chambre dans un hôtel de la rue Main. Son état s'est amélioré jusqu'à ce qu'il soit victime d'un vol, après quoi il a recommencé à trainer toutes ses affaires avec lui.

Un jour, cependant, il s'est présenté propre et bien habillé. Le personnel était surpris. Les compliments ont fusé. Qu'a-t-il répondu? « Je viens d'avoir 65 ans. Je reçois désormais des prestations de la Sécurité de la vieillesse. Je me sens enfin citoyen à part entière. » Par la suite, il a exercé son droit de vote et mené une vie normale. La sécurité d'un revenu de base l'avait transformé.

Voici une autre histoire, celle d'un homme habitant dans une réserve urbaine de Winnipeg, qui était membre d'un gang et client du Social Planning Council de Winnipeg. Toxicomane et délinquant, il avait fait plusieurs séjours en prison. Après le décès subit de son épouse, ce père de quatre enfants était résolu à ne pas être incarcéré de nouveau. Coûte que coûte, il a réussi à se désintoxiquer. Le fait d'occuper un emploi a été déterminant et les encouragements de son entourage, nécessaires. Cette réussite et sa sécurité financière l'ont rempli de fierté et lui ont permis de croire en lui-même.

En 2013, 1 334 930 enfants canadiens, soit près d'un enfant sur cinq au pays, vivaient dans la pauvreté. Plus du tiers d'entre eux vivaient dans une famille dont au moins un membre travaillait à temps plein. Parmi les Canadiens qui fréquentent les refuges pour sans-abri, une personne sur sept est un enfant. Nous savons que ces situations mènent à un plus grand nombre de problèmes de santé mentale et de santé physique.

Voici ce que révèle le rapport intitulé *Impact of Poverty on the Current and Future Health Status of Children* sur l'incidence de la pauvreté sur l'état de santé actuel et futur des enfants :

La pauvreté des enfants au Canada est une importante préoccupation en santé publique. Puisque le développement pendant la petite enfance jette les bases de la santé et du développement plus tard, les enfants doivent recevoir le meilleur départ possible dans la vie. Le revenu familial est un déterminant clé du développement d'un enfant en santé [...]. En moyenne, les enfants de familles à faible revenu ou de quartiers défavorisés ont de moins bonnes issues en santé. De plus, la pauvreté nuit à la santé des enfants non seulement lorsqu'ils sont jeunes, mais également plus tard, à l'âge adulte.

Les enfants méritent des aliments nutritifs. On ne peut pas apprendre le ventre vide.

Ces problèmes concernent l'ensemble de notre société, y compris les enseignants qui travaillent auprès des enfants qui vivent dans la pauvreté, les travailleurs de la santé, les organismes sociaux et les services policiers, pour ne nommer que ceux-là. Pour changer les choses, il faudra que toute la société se mobilise, y compris les gouvernements, les organismes de bienfaisance, les écoles, le secteur privé et les centres communautaires. Nous devons trouver ensemble des moyens constructifs et durables d'améliorer la vie des citoyens et la vie communautaire. Il n'y a aucune solution universelle à ce grave problème, mais l'accès à un emploi et à un revenu minimal garanti plutôt qu'à des prestations est une première étape essentielle qui a déjà fait ses preuves. Les gens veulent travailler. Nous voulons tous être autonomes et prendre nos propres décisions.

En prenant la mesure de ce problème incommensurable, j'estime que l'accès à un revenu de base favorise l'égalité d'accès à tout ce qui est essentiel, y compris les aliments, le logement, l'eau, l'éducation, la santé et l'emploi.

Les garderies subventionnées sont absolument essentielles pour que les femmes puissent travailler. L'accès à l'éducation et à la formation pour acquérir les compétences nécessaires est impératif. L'accès au transport en commun est vital pour que les gens puissent se rendre au travail.

Les personnes qui ont un handicap éprouvent des difficultés supplémentaires. Je félicite les épiceries et les banques de leurs initiatives d'embauche et d'appui de programmes d'investissement destinés aux jeunes adultes ayant un handicap. Une amie de ma fille se prévaut des deux. À la fin de la trentaine, elle réalise que, compte tenu de son état de santé, elle ne sera jamais capable de travailler à plein temps, ce qui signifie un faible revenu. Néanmoins, elle planifie déjà sa retraite, épargnant autant qu'elle le peut. Sa banque verse autant de fonds qu'elle à ses épargnes et elle rencontre régulièrement un conseiller financier.

Nous convenons tous que l'éducation est la clé de la réconciliation. J'ai été frappée d'apprendre, il y a plusieurs années, que trois familles du Nord du Manitoba ont mis en commun leurs ressources pour acheter une maison en rangée à Winnipeg pour héberger leurs enfants pendant leurs études universitaires. Chaque parent prenait une semaine de congé toutes les six semaines pour être parent en résidence afin d'assurer un climat sûr et sain à la maison pour leurs jeunes. Je salue cet engagement envers l'importance de l'éducation et d'un bon mode de vie. Ces jeunes gens ont tous été en mesure de se tailler une place au sein de leur profession respective.

Vous m'avez entendue parler d'un étudiant de cycle supérieur universitaire qui vient du Ghana. Depuis son arrivée à Winnipeg l'automne dernier, il fait du bénévolat toutes les semaines à la banque alimentaire de l'université. Il m'a fait parvenir ses impressions :

L'idée judicieuse de mettre des aliments à la disposition de ceux qui ont besoin d'aide m'a enchanté. Je ne peux m'empêcher d'imaginer le nombre de vies qu'un tel exercice pourrait toucher ailleurs dans le monde. La nourriture comble un besoin essentiel et tout le monde devrait y avoir accès, quelle que soit la classe sociale.

Faire du bénévolat à la banque alimentaire est l'un de mes passe-temps préférés. Il est intéressant d'observer les rapports entre les clients et d'écouter leurs conversations. La plupart d'entre eux ont des idées et un potentiel fantastiques, mais n'ont pas les moyens, je veux dire l'argent, pour les mettre en œuvre. Ainsi, j'ai été stupéfait de me rendre compte que l'une de ces clientes parlait couramment quatre langues, le grec, l'anglais, le français et l'espagnol.

Je n'ai pu m'empêcher de me dire : « Si seulement ce n'était pas juste des aliments qu'on leur fournissait, mais aussi l'appui qui leur permettrait de réaliser leur potentiel. »

Cette activité de bénévolat m'a appris à ne pas gaspiller les aliments dont pourrait manquer quelqu'un quelque part.

Comme je viens du Ghana, je me suis fixé pour objectif de lancer dans ce pays une campagne dans le cadre de laquelle au lieu de laisser les aliments se périmer, on les donnerait à ceux qui en ont vraiment besoin, car ce sont des êtres humains.

Je n'ai pas les moyens de nourrir tous ceux qui ont besoin de l'être, mais je ne me sentirai jamais à l'aise de savoir que quelqu'un a faim, alors que ma faim est satisfaite.

Changeons notre façon de voir les choses. Les pauvres ne sont pas un poids pour la société, pour les contribuables. Ils ont le potentiel d'apporter une contribution. Ils représentent un atout pour la société, et non un fardeau. Leurs compétences peuvent faire avancer l'économie. Ils dépensent l'argent qu'ils gagnent.

Je nous mets au défi d'adopter un revenu annuel garanti afin que les citoyens puissent vivre leur vie dans la dignité. Nous devons assurer des chances égales d'accès à l'éducation, à des aliments sains, au logement et à l'eau potable, dans le Sud, dans le Nord, dans les villes et dans les campagnes. Donnons de l'espoir dans l'avenir.

En 1970, chers collègues, le Comité spécial du Sénat sur la pauvreté a publié un rapport sur la situation des pauvres au Canada en recommandant un revenu annuel garanti sous la forme d'un impôt négatif sur le revenu. On n'y voyait pas une panacée pour tous les problèmes de la société, mais un changement des règles du jeu. En mettant l'accent sur les travailleurs pauvres, le rapport dressait la liste des maux qui existent encore aujourd'hui et qui ont même empiré. Les mots qu'il contient sont toujours d'actualité :

Du point de vue économique, force est de constater qu'il faut permettre aux pauvres de se remettre sur pied. Du point de vue humain, force est de constater qu'il faut agir, surtout dans le cas des personnes qui risquent de ne jamais pouvoir se débrouiller seules. Les facteurs intangibles et incommensurables du bien-être humain, du mieux-être social et de l'harmonie au sein des communautés sont des raisons en soi d'aller de l'avant [...] Que les Canadiens acceptent cela ou pas est un test de la sincérité des idéaux auxquels ils aspirent.

Rappelez-vous que l'un des enjeux principaux ayant mené à la grève de Winnipeg en 1919 était celui du salaire minimum vital. Ne serait-ce pas merveilleux que nous atteignions cet objectif déjà établi il y a 98 ans, que nous réalisions la vision déjà présentée il y a 50 ans et que nous garantissons enfin à tous les citoyens, immigrants et réfugiés la dignité qu'ils méritent?

Honorables sénateurs, tout le monde va mieux quand tout le monde va mieux. Merci.